

Joëlle Milquet défend l'immersion des jeunes en entreprise

Hier, Joëlle Milquet (cdH), vice-présidente et ministre de l'Éducation en Fédération Wallonie-Bruxelles, était à Anderlecht. Elle y plaidait une immersion accrue en entreprise pour les jeunes.

THOMAS MANGIN (ST.)

L'immersion en entreprise. C'est ce que venait défendre la ministre Joëlle Milquet, en visite à Anderlecht sur un chantier où des étudiants en apprentissage travaillent. Ils sont en 2015 pas moins de 140 jeunes à pouvoir bénéficier de ce projet (créé il y a trois ans avec une petite promotion de 16 élèves) et de ces périodes de totale immersion professionnelle. De quoi affronter plus sereinement le marché du travail dès l'obtention du diplôme, avec, en prime, un pied déjà dans une entreprise.

Vingt écoles de l'enseignement qualifiant ont répondu présent à la

rentrée dernière, et plusieurs entreprises ont décidé de jouer le jeu. En parallèle, c'est la Confédération Construction Bruxelles-Capitale (CCBC) qui gère la coordination entre ces entités. Un «*rapport win-win*» pour Joëlle Milquet, qui explique que la relation est facilitée entre futurs employés et entreprises.

À terme, l'objectif est que ces séances d'immersion puissent représenter plus de 10 semaines par an. Elles auront pour but d'intéresser des jeunes à un métier, alors qu'ils ne trouvaient plus leur place dans l'enseignement général.

Un double défi

Joëlle Milquet rappelle qu'*«avec les nouveaux projets de quartiers à Bruxelles et l'explosion démographique, il y a du travail dans ce secteur. Il faut changer l'image du qualifiant, et donner de la stabilité à ces jeunes»*.

Mais le défi est double puisqu'il

s'agit tout d'abord d'attirer les jeunes, notamment en redorant l'image de l'enseignement qualifiant, mais surtout – et ce point est plus compliqué – de parvenir à les faire rester dans le milieu. *«En Suisse par exemple, 90% des jeunes formés sont toujours dans le même secteur, un an après leur diplôme. Chez nous, les derniers chiffres datent de 2012 et faisaient état de seulement 4%. Il va aussi falloir travailler là-dessus»*, explique Jean-Christophe Vanderhaegen, directeur général de la CCBC.

Avec un chômage qui plafonne à 26% chez les jeunes à Bruxelles, la ministre espère que la solution de l'immersion en entreprise changera la donne.

Surtout quand on sait que de l'autre côté, le secteur du bâtiment aurait besoin chaque année de plus de 1.000 personnes supplémentaires pour pouvoir garder la tête hors de l'eau.